

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. CLXVII.

---

Du Mercredi 23 Décembre 1789.

**M.** Fréteau étant malade, n'a pu ouvrir la séance. Le dépouillement du scrutin a donné à l'assemblée M. Desmeuniers pour président, qui a prononcé le discours suivant :

MESSIEURS :

Mon ambition se borneroit à mériter quelque estime en concourant de mes faibles efforts aux succès de vos travaux, & j'étois loin de songer aux fonctions honorables que vous daignez me confier. Si pour remplir mes devoirs, il suffisoit d'en connoître toute l'étendue ; si le zèle & l'amour du bien pouvoient ici suppléer au talent, j'aurois peut-être l'espoir de répondre à vos bontés ; mais, messieurs, d'autres moyens sont nécessaires, & plus que personne j'ai besoin de votre indulgence.

» Le terme de cette noble carrière que vous parcourrez avec tant de gloire, commence à se montrer à vos regards ; les jours de la paix & du bonheur ne sont plus loin de nous, & grace à vos heureuses combinaisons, le royaume aujourd'hui désorganisé dans toutes ses parties, ne présen-

Tom. V.

R



tera bientôt qu'un ordre parfait & un spectacle imposant par sa régularité.

» Habitué maintenant à vaincre les obstacles, votre patriotisme saura rapprocher cette époque si désirée, & en cette occasion, ainsi qu'en beaucoup d'autres, surpasser les vœux de la France.

» Mais, au moment où j'ai l'honneur de vous présenter les hommages de mon respect, de ma reconnaissance & de mon dévouement, je dois l'avouer avec franchise, vous regretterez les talens de mon prédécesseur, qui, par son activité ajoutoit à l'activité de vos délibérations, & qui, porté deux fois à cette place, vous laisse à tous le desir de l'y revoir. »

Des applaudissemens donnés à ce discours n'ont point fait perdre de vue à l'assemblée la reconnaissance qu'elle devoit à M. Fréteau, & l'on a voté pour lui des remerciemens & une députation à cause de sa maladie.

Une abbaye de bénédictins du diocèse de Meaux a fait un don patriotique de 150 marcs d'argent.

Le district civil & militaire de la Sorbonne en a fait un autre qui a été reçu avec satisfaction.

La communauté de Villiers-sur-Marne, a envoyé deux députés, dont l'un a présenté avec une simplicité touchante un don patriotique de la part des habitans, consistant en une somme d'environ 600 livres, provenant des six derniers mois de l'année, sur les ci-devant privilégiés; M. le président a répondu à ces bons agriculteurs, que l'assemblée voyoit avec satisfaction leur zèle & leur patriotisme, & qu'ils pouvoient en porter l'assurance à la commune de Villiers.

M. le Vicomte de Beauharnais a lu l'adresse du comité permanent & des officiers municipaux de la ville de Romorantin. Cette adresse invite tous les citoyens au paiement



exact des impôts & de tous les droits quelconques, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par l'assemblée nationale; elle les invite aussi à déclarer exactement le quart des revenus, & à ne pas borner leurs efforts à ce qui est borné par la loi, mais à les mesurer aux besoins de l'état, en ne consultant que leurs facultés & leur amour pour la patrie.

Le comité de constitution ayant mis en ordre tous les articles concernant les assemblées de département & de district, M. Thouret en a fait lecture; ayant proposé trois articles de développement, ils ont été décrétés, ainsi qu'une addition à un autre article concernant l'ouverture des assemblées de district, qui précédera d'un mois celle des assemblées de département.

MM. de Mantlausier, la Chaîse, Goupille, & le Grand, ont fait & combattu vainement quelques opinions sur cet objet; il a été adopté.

M. de la Chaîse a proposé ensuite de déterminer si le directoire seul du district, ou le conseil, feroit la répartition de l'impôt: sur quoi il a été décrété n'y avoir lieu à délibérer, quant à présent.

Lorsque M. Thouret a lu l'article concernant la compétence des départemens, M. de Dailli a demandé que la police & la surveillance des postes & des messageries attribuées auparavant aux intendances, fussent données aux départemens.

M. Target croyoit qu'il falloit régler auparavant la manière générale dont le service des postes se feroit dans le royaume; que cet objet sembloit naturellement attaché au centre du service général, & que cette question étant prématurée, il n'y avoit lieu à délibérer quant à présent.

M. Dailli a insisté sur la nécessité d'investir les départ-



temens de cette partie de l'autorité ancienne des commissaires départis.

M. Malais vouloit ajourner la question jusqu'au moment où l'on s'occuperoit de l'administration des postes ; mais M. de Serent a démontré la nécessité qu'il existât une autorité surveillante pour faire exécuter les loix faites & à faire sur cette partie intéressante qui tient de si près au commerce & à la confiance publique. L'arbitraire dans les prix, le retard dans les envois, & l'abus de confiance dont on ne cesse de se plaindre dans plusieurs villes, devront amener bientôt des réglemens sévères, dont l'exécution surveillée par 80 départemens, ne donnera plus lieu à des erreurs & à des négligences funestes.

M. Duport a pensé que le comité de constitution devoit présenter un article sur la motion de M. Dailli ; ce qui a été adopté.

Après la lecture de tous les articles, M. d'Ambli a demandé que les commissions intermédiaires des assemblées provinciales remissent leurs papiers aux assemblées administratives ; mais M. Target a observé que ce n'étoit pas une disposition constitutionnelle, & qu'il en seroit question dans le règlement. On voit bien que M. d'Ambli avoit encore d'autres motions à faire, quoique celle-là lui fût enlevée ; car il a demandé que tous les comptes du district & du département fussent imprimés ; ce qui a été adopté unanimement.

M. Target a demandé qu'il fût permis au comité de constitution, de proposer aujourd'hui un nouveau décret relatif aux différentes demandes.

M. de la Galissonnière a demandé que les intendans & les subdélégués fussent contraints de rendre le compte de leur administration.



M. Dambli a ajouté que cette obligation devoit être également imposée aux anciennes administrations provinciales. M. Thouret a lu le projet d'un nouveau décret, pour forcer tous les receveurs d'impositions à rendre un compte détaillé de leur recette.

Un membre ayant proposé de décréter que le comité de constitution présenteroit des articles sur ces différentes demandes, cette proposition a été adoptée.

L'assemblée a décrété ensuite que l'ordre dans lequel les décrets sur les assemblées administratives avoient été présentés par le comité, fera conservé.

M. le président a fait lecture d'une lettre de M. Neckér, qui communique à l'assemblée une lettre de M. de Bouillé, au sujet du cordon de troupes placé sur les frontières pour empêcher l'exportation des grains. La lecture de cette lettre a été renvoyée à l'ordre du soir.

Un travail plus important s'est présenté à l'assemblée ; lorsque M. Thouret a annoncé qu'une grande partie du travail sur l'ordre judiciaire étoit achevé, & qu'il alloit en faire lecture. Cette annonce a produit dans l'assemblée un mouvement général de satisfaction, tant les bons citoyens desiroient de voir cesser cet état de paralysie, dans lequel la constitution nouvelle semble avoir jetté tous les tribunaux. Si la justice, selon un homme célèbre, est la véritable bienfaisance du souverain, il faut dire aujourd'hui que c'est le plus grand bien que l'assemblée nationale puisse faire au peuple. Que lui importent les grandes idées de la politique, & les principes sublimes d'une constitution ? C'est l'administration de la justice qui est un besoin de toutes les minutes ; ce sont les formes qui terminent ces combats particuliers qui s'élèvent entre les membres de chaque société ; c'est enfin le droit qui établit ou conserve les propriétés particulières qui intéressent véritablement le peuple.



C'est de ces grands objets que M. Thouret a occupé l'assemblée, avec un intérêt dont elle lui a témoigné sa satisfaction par des applaudissemens.

Il résulte des observations préliminaires du comité, qu'en suivant les principes du premier rapport fait par M. Bergasse au mois d'août dernier, il est arrivé à des résultats différens & à des combinaisons plus favorables à la liberté publique.

Il pense que la régénération dans cette partie doit être complète.

Il s'est borné aux loix constitutionnelles sur l'organisation du pouvoir judiciaire, abandonnant les détails à des réglemens particuliers.

Son plan paroît simple; il présente d'abord des décrets généraux sur l'administration de la justice & sur la composition des tribunaux.

Il présente ensuite la distribution & la gradation de ces mêmes tribunaux.

Après avoir organisé les cantons dans l'ordre de la justice distributive par l'établissement des juges de paix, il organise de même les districts & les départemens.

Viennent ensuite les *cours supérieures* & une *cour suprême* de révision, chargée de maintenir l'exécution des loix & les formes de la procédure. (jadis le conseil des parties.)

Il falloit assurer à la nation les moyens de punir légalement les corps administratifs, & les juges qui tomberoient dans l'insubordination. Pour cela on établit une *haute cour nationale*, revêtue d'un assez grand pouvoir, pour venger, par des formes paisibles, les attentats contre la constitution. Cette cour composée avec soin, doit affermir l'édifice politique.

« La perfection de l'ordre judiciaire, disoit M. Thouret, est en effet que la justice se trouve pour ainsi dire, à la



portée de chaque citoyen ; que le roi éclairé par le peuple ne se trompe plus par le choix des juges ; que la déso-  
béissance aux loix ne soit plus impunie, & que du fond  
de campagnes jusqu'aux marches du trône, l'homme im-  
prudent ou téméraire qui osera manquer à ses devoirs,  
soit réprimé & puni par une force constitutionnelle &  
inévitable ».

Nous ne rapporterons pas les autres réflexions du co-  
mité, qui sont relatives à la seconde partie qui n'a pas  
été lue, & nous nous contenterons de faire connoître les  
premiers articles sur lesquels l'Assemblée doit délibérer,  
en observant de faire remarquer particulièrement ceux  
qui ont reçu le plus d'applaudissemens. Les voici :

*PROJET de l'organisation du pouvoir judiciaire proposé à  
l'Assemblée nationale par le comité de constitution.*

*TITRE I des tribunaux & des juges en général.*

1°. » La justice sera rendue au nom du roi : nul citoyen,  
nul corps ne peut avoir le droit de la faire rendre en son  
nom.

» 2°. Les juges seront élus par les justiciables, en la  
forme qui sera ci-après déterminée.

» 3°. Les juges seront institués par le roi, sur la pré-  
sentation qui lui sera faite de deux sujets élus pour chaque  
place vacante.

» 4°. Nulle charge, donnant le pouvoir judiciaire, ne  
pourra désormais être créée pour être vendue sous aucun  
prétexte.

» 5°. La justice sera rendue gratuitement ; & il sera  
pourvu à ce que les juges reçoivent des appointemens  
suffisans, en raison de la dignité de leurs places & de  
l'importance de leurs fonctions.

6°. Le pouvoir judiciaire étant subordonné à la puis-

sance législative, les cours de justice ne pourront ni usurper aucune des fonctions du corps législatif, ni empêcher ou retarder l'exécution de ses décrets sanctionnés par le roi, à peine de forfaiture.

» 7°. Les cours de justice seront tenues de transcrire purement & simplement dans leurs registres les loix qui leur seront envoyées dans les trois jours de leur réception, & de les publier dans la huitaine, à peine de forfaiture.

8°. Les cours de justice ne pourront point faire de régle-  
ment; elles adresseront leurs représentations au corps législatif, toutes les fois qu'elles croiront nécessaire, soit d'interpréter le sens douteux d'une loi, soit d'en rendre une nouvelle.

9°. Le pouvoir judiciaire étant distinct, & devant être séparé du pouvoir d'administrer, les cours de justice ne pourront prendre aucune part aux choses d'administration, ni troubler de quelque manière que ce soit les opérations des corps administratifs, ni citer devant elles les administrateurs, pour raison de leurs fonctions, à peine de forfaiture.

10°. Les juges légitimement élus & institués en vertu des provisions du roi, seront inamovibles, & ne pourront être destitués de leur place que dans le cas de forfaiture & après qu'elle aura été jugée.

11°. Les jugemens en toute matière, & en quelque forme qu'ils soient rendus, soit sur plaidoyer, soit sur le récit, & l'avis d'un juge rapporteur, seront rendus publiquement; l'instruction même de la procédure sera publique en matière criminelle, dans tous les cas, les parties ou leurs défenseurs, auront le droit d'être entendus, & de faire des observations sommaires sur l'avis du juge rapporteur.



128. Tout citoyen aura le droit de défendre lui-même sa propre cause, soit à l'audience, soit par écrit.

13°. Tout privilège en matière de juridiction est aboli ; tous les citoyens sans distinction plaideront en la même forme & devant les mêmes tribunaux dans les mêmes cas.

14°. L'ordre constitutionnel des juridictions ne pourra être troublé, ni les justiciables distraits de leur tribunal naturel par des commissions ou attributions, ni par des évocations arbitraires.

15°. Il sera fait une loi pour régler les cas de l'évocation légitime.

160. Les citoyens étant égaux devant la loi, toute préférence même pour le rang & le tour d'être jugé, est une injustice dans tous les tribunaux, le greffier tiendra un registre dont les feuillets seront cotés & signés par le président, dans lequel toutes les parties qui demanderont jugement, se feront inscrire dans l'ordre de leur comparution & requisition au greffe ; le président formera trois rôles par distinction des procès de rapport des causes d'audience & des affaires provisoires & sommaires ; chaque affaire sera placée sur le rôle auquel elle appartiendra par sa nature, mais suivant l'ordre de l'inscription des parties sur les registres du greffe, & cet ordre sera suivi pour le jugement.

170. Le code de la procédure civile sera incessamment réformée de manière qu'elle soit rendue plus simple, plus expéditive & moins coûteuse.

180. Le code pénal sera incessamment réformé de manière que les peines soient mieux proportionnées au délit, observant que les peines soient douces, & ne perdant pas de vue cette maxime, que toute peine qui n'est pas nécessaire, est une violation des droits de l'homme & un attentat du législateur contre la société.



*TITRE II. De la distribution & gradation des tribunaux.*

1°. Il y aura dans chaque canton un juge de paix & des prud'hommes assesseurs des juges de paix.

2°. Il y aura dans chaque district un tribunal royal sous le titre de tribunal de district.

3°. Il y aura en chaque département un des tribunaux de district, qui portera le nom & fera les fonctions de tribunal de département.

4°. Il sera établi dans les villes dont la situation sera jugée la plus convenable, des cours supérieures de justice, qui auront pour ressort le territoire de trois ou quatre départemens, suivant la nécessité des lieux.

5°. Au-dessus des cours supérieures de justice, il y aura pour tout le royaume une cour suprême de révision.

6°. La haute cour nationale, qui jugera les actions de responsabilité intentées contre les ministres, les crimes de lèse-nation & la forfaiture des cours de justice & des corps administratifs, siégera lorsqu'elle sera convoquée, auprès des législatures.

7°. Les matières de police, celles de commerce, & les affaires contentieuses en matière d'administration & d'impôt, seront portées & jugées où & ainsi qu'il sera expliqué ci-après.

*TITRE III. Des juges de paix.*

1°. Le juge de paix ne pourra être choisi que parmi les citoyens éligibles aux administrations de département & de district.

2°. Le juge de paix sera élu en scrutin individuel & à la pluralité absolue des suffrages par les citoyens actifs du canton, réunis en assemblée primaire; s'il y a plusieurs assemblées primaires dans le canton, le recensement de



leur scrutin particulier sera fait par des commissaires de chaque assemblée.

3°. Une expédition de l'acte de nomination du juge de paix, sera envoyée & déposée au greffe du tribunal du district.

4°. Le roi sera supplié d'agréer que l'acte de nomination & celui du dépôt tiennent lieu de provision au juge de paix.

5°. Chaque municipalité du canton nommera quatre notables destinés à faire les fonctions de prud'homme auprès du juge de paix. Ils seront élus au scrutin de liste double, & en la même forme que les membres des administrations de département & de district.

6°. Le juge de paix appellera du nombre de tous les prud'hommes du canton, les deux qui se trouveront les plus voisins du lieu où il aura besoin de leur assistance.

7°. Le juge de paix & les prud'hommes seront élus pour deux ans; mais ils pourront être confirmés par réélection.

8°. Le juge de paix, assisté de deux prud'hommes, connaîtra de toutes les causes personnelles sans appel jusqu'à la valeur de 50 liv., & à charge d'appel jusqu'à la valeur de 100 livres; mais en ce dernier cas, ses jugemens seront exécutoires par provision, nonobstant l'appel, en donnant caution.

9°. Il connaîtra de même sans appel jusqu'à la valeur de 50 livres, & à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse se monter, des actions pour dommages faits, soit par les hommes, soit par les bestiaux aux champs, fruits & récoltes; des usurpations de terres, arbres, haies & fossés, commises dans l'année; des réparations locatives, des maisons & fermes; des indemnités prétendues par le fermier pour non jouissance, & des dégradations, alléguées par le propriétaire, pourvu qu'en ces deux derniers cas le bail n'exécède pas 300 livres de loyer; du paiement des



salaires des gens de travail , & des gages des domestiques ; & des actions pour injure verbale , rixes & voies de fait légères.

10°. Le demandeur , accompagné du Greffier de la municipalité , citera la partie devant le Juge de paix , en vertu d'une cédula de ses Juges , qui désignera le jour & l'heure de la comparution ; la copie de cette cédula , certifiée par le Greffier , sera remise à l'ajourné ou à la personne trouvée à son domicile , ou sera affichée à la porte du domicile , si elle est fermée.

11°. Les parties seront entendues devant le juge de paix , sans qu'elles puissent fournir aucunes écritures , ni employer le ministère d'aucun homme de loi , ni de pratique ; l'instruction sera faite par un procès-verbal sommaire du juge de paix & des prud'hommes , contenant en substance les dires des parties ; les dépositions des témoins , s'il y en a eu d'entendus , & le résultat de la visite des lieux , s'ils ont visité.

12°. Le juge de paix ne pourra juger qu'avec l'assistance & en prenant l'avis de deux prud'hommes.

13°. Le jugement sera écrit à la suite du procès-verbal d'instruction , dont il est parlé dans l'article 11 , & il sera fait du tout deux doubles signés du juge de paix , & des deux prud'hommes assesseurs ; l'un de ces doubles sera dans un registre , dont le dépôt sera fait au greffe du tribunal de district à la fin de chaque année , & l'autre sera remis à la partie qui aura gagné sa cause.

14°. L'appel des jugemens du juge de paix , lorsqu'ils seront sujets à l'appel , sera porté au tribunal de district , & jugé sommairement sur le simple exploit d'appel à l'audience.

15°. S'il y a une ville dans le canton , cette ville aura



un juge de paix , & des prud'hommes particuliers , également élus par les citoyens actifs de la ville.

16°. Si la ville a plus de quatre mille ames , il y aura autant de juges de paix que de quartiers , ou divisions d'assemblées primaires ; à l'égard des villes au-dessus de cent mille ames , il y sera pourvu particulièrement.

17°. Dans toutes les matières qui excéderont la compétence du juge de paix , ce juge & ses prud'hommes formeront un bureau de paix & de conciliation , comme il sera expliqué au titre huitième ci-après.

*L'ordre de deux heures étant arrivé , M. l'Abbé de Montesquieu est monté à la tribune. »* Parmi les libelles qu'on débite , a-t-il dit , il en est un plus déchirant & plus atroce que l'on m'impute ; il est intitulé : *Adresse aux Provinces*. Jusque-là il m'auroit suffi d'élever mon ame à une hauteur à laquelle la calomnie n'auroit pu atteindre ; mais je viens d'apprendre que ce libelle a été réimprimé avec ces mots , *par M. l'Abbé de Montesquieu* , agent général du clergé , & avec une note odieuse , dans laquelle on dit qu'ayant conçu une ambition aussi démesurée que M. l'archevêque de Sens , & la voyant déçue , j'avois pris le parti d'attaquer les opérations de l'assemblée.

Je n'ai jamais connu ce libelle ; j'invite & je supplie tous les comités des recherches & de police , présens & à venir de travailler à découvrir les auteurs de ce libelle. C'est pour l'honneur de l'assemblée que je le réclame , parce qu'il lui importe de n'avoir pas dans son sein un membre soupçonné ou capable d'une pareille infamie. »

Quelques membres ont réclamé une loi contre les libelles.

M. de Foucault a demandé qu'on fit justice d'un mauvais ouvrage , intitulé : *Le Tocfin* , & qu'on a osé envoyer



dans quelques provinces sous le cachet de l'assemblée nationale.

M. Charles de Lameth est monté à la tribune pour répondre à M. l'abbé de Montesquieu : « Je suis étonné, a-t-il dit, que M. l'abbé aie réclamé l'attention de l'assemblée pour l'instruction de ce qui l'intéresse particulièrement. J'observe que faire souscrire à quelqu'un un libelle, quand il ne l'a pas fait, c'est en faire un contre lui ; si ceux qui sont victimes de ces infâmies, viennent demander la parole pour s'en plaindre, on consumeroit à s'affliger de ses injures particulières, tout le temps que l'on doit au bien public. Il est connu depuis long-temps que le mépris seul est ce qui convient le mieux aux injures, lorsque ceux qui les font ou les disent ont la bassesse de se cacher. Ce n'est pas par intérêt personnel, a-t-il ajouté, que je plaide la cause de la liberté de la presse, mais de grands objets doivent nous occuper ; il nous reste à assurer le bonheur & la tranquillité des peuples : nous ne devons jamais perdre cet objet de vue, ni prendre en considération la motion de M. l'abbé de Montesquieu ; le public est un juge incorruptible ; & ceux qui seront les plus dévoués aux intérêts du peuple, & qui auront le mieux mérité de la chose publique, auront à la fin de la législature la meilleure réputation en dépit des libelles. »

Ce discours énergique a été très-applaudi, & M. Target a observé que le comité de constitution s'étoit occupé de cet objet, mais que le travail n'étoit pas fini. Cette affaire a été renvoyé à un autre jour.

---

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. Nos. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.



Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.



